

Je voudrais d'abord remercier le Comité canadien du Conseil économique du bassin du Pacifique, la Fondation Asie-Pacifique du Canada et Industrie Canada de m'avoir invité à vous rencontrer aujourd'hui. Tout juste de retour d'Ottawa, sous la neige depuis trois semaines - et nous avons reçu encore 30 centimètres la nuit dernière -, je peux dire comme les gens de la Colombie-Britannique que la pluie de la côte ouest offre un spectacle certainement réconfortant!

Je suis heureux de pouvoir vous parler aujourd'hui du rôle du gouvernement fédéral dans le commerce international et, plus spécifiquement, de la responsabilité que nous avons d'accroître le commerce avec les pays de la région Asie-Pacifique. L'une de mes grandes tâches, à titre de secrétaire d'État (Asie-Pacifique), est d'accroître les débouchés pour les exportations canadiennes dans la région. Comme notre gouvernement l'a clairement démontré depuis deux ans, le commerce - exportation, investissement et transfert de technologie - est essentiel au maintien de la prospérité des Canadiens. L'exportation de biens et de services canadiens compte pour plus du quart du produit national brut du pays. Les exportations soutiennent, directement ou indirectement, plus de 2 millions d'emplois au Canada. Mais, facteur plus important, c'est le secteur de l'exportation qui a le plus dynamiquement stimulé la croissance économique au Canada. Pour toutes ces raisons, le développement du commerce international est hautement prioritaire dans le programme d'action économique du gouvernement.

Ces derniers mois, des progrès considérables ont été réalisés sur le plan de la réduction des obstacles au commerce dans le but de créer un environnement commercial favorisant davantage les entreprises canadiennes. Après près de sept années de négociations, nous avons enfin achevé l'Uruguay Round lancé sous les auspices du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce]. Nous avons conclu l'Accord de libre-échange nord-américain - l'ALENA. Et nous avons fait de grands efforts pour bâtir des ponts avec les marchés de l'Asie-Pacifique par le biais de mécanismes comme l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est], l'ARF [Forum régional de l'ASEAN] et l'APEC [forum de Coopération économique Asie-Pacifique]. J'aimerais m'attarder un peu aujourd'hui sur le dernier de ces mécanismes, à savoir l'APEC.

Mais avant d'esquisser les résultats de la Réunion ministérielle et du Sommet de l'APEC tenus la semaine dernière à Osaka, au Japon - auxquels j'ai participé avec le premier ministre Chrétien et les ministres Ouellet et MacLaren -, j'aimerais prendre un moment pour mentionner que j'ai eu l'immense privilège d'annoncer, à Osaka, que Vancouver accueillera la Réunion ministérielle et le Sommet de l'APEC en 1997. Vancouver est notre porte d'accès à l'énorme marché du Pacifique. Grâce à elle, on enregistre au Canada un intérêt renouvelé pour l'ensemble de cette région. Les rencontres de l'APEC, en plus de générer